



Maître d'ouvrage :

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
LOMAGNE GERSOISE**

- URBANISME -

**FOURNITURE ET DEPLOIEMENT D'UN LOGICIEL
D'INSTRUCTION DES DOCUMENTS D'URBANISME**

**CAHIER
DES
CLAUSES TECHNIQUES**

OCTOBRE 2012

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2. CONTEXTE	3
2.1. Volet application du droit des sols.....	3
2.2. Champ d'intervention du service instructeur de la CCLG:	4
2.3. Répartition des taches entre service instructeur CCLG et mairie.	4
2.4. Volet informatique et SIG	5
3. OBJET DU CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES	5
3.1. Volet application du droit des sols.....	5
3.2. Volet informatique et SIG	6
4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	7
4.1 Architecture de l'application – hébergement	7
4.2 Système d'exploitation, SGBD, accessibilité des données.....	7
4.3 Sécurité et confidentialité.....	7
4.3.1 Conservation des informations.....	7
4.3.2 Confidentialité d'accès	7
4.3.3 Accessibilité cadastre.....	Erreur ! Signet non défini.
5. REPRISE DES DONNEES ET INITIALISATION DES DONNEES.....	8
6. ASSISTANCE AU PARAMETRAGE ET AU DEMARRAGE.....	8
7. FORMATION.....	9
8. DOCUMENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DU LOGICIEL	9
9. ERGONOMIE	9
10. SYSTEME D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES	10
11. CALCUL DE TAXES, IMPORT EXPORT DE DONNEES, STATISTIQUES	11
12. CONTRAT DE MAINTENANCE	11

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent document constitue le cahier des charges Techniques Particulières (CCTP) du marché à procédure adaptée lancée par la Communauté de Communes de la Lomagne Gersoise (CCLG) en vue de la mise en place :

- D'un logiciel de gestion des autorisations d'urbanisme à l'échelle de l'EPCI. A destination du service urbanisme de la CCLG en charge de l'instruction des autorisations pour le compte des communes, il pourra également être consulté et/ou utilisé par l'ensemble des communes membres.
- D'une interface SIG indépendante et administrable ex : (mapserveur) non liée a celle communautaire permettant (3 systèmes possibles) de faciliter l'instruction des autorisations précédentes.

2. CONTEXTE

La Communauté de Communes de la Lomagne Gersoise (CCLG) est composée de 43 communes. A partir du 1^{er} janvier 2013, le service Urbanisme assurera l'instruction de l'ensemble des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols déposés sur le territoire de la CCLG et relevant de la compétence des communes.

A moyen terme, l'instruction des autorisations d'urbanisme pourrait porter sur 40 communes (19 544 habitants) représentant un volume total de 1000 actes.

2.1. Volet application du droit des sols

Le service Urbanisme Opérationnel de la CCLG, en charge de l'assainissement non collectif et de l'instruction des autorisations d'urbanisme, sera composé d'un chef de service, de 3 instructeurs et d'une secrétaire.

Positionné sur un même site, il ne possède pas pour l'instant de logiciel de gestion des autorisations d'urbanisme.

Plusieurs types d'utilisateurs ont été identifiés :

- Le directeur
- Le chef de service (administrateur du logiciel)
- Le technicien SIG (administrateur technique du logiciel)

- Les instructeurs : ils instruisent les dossiers au même titre que le faisait la DDT. Les décisions sont préparées par la CCLG et transmises pour signature au maire.
- Les services « urbanisme » des communes membres : ils sont constitués de personnels qui assurent entre autre l'urbanisme dans leur commune.

2.2. Champ d'intervention du service instructeur de la CCLG:

- Instruction des permis de construire, permis d'aménager, déclarations préalables, permis de démolir, certificats d'urbanisme, autorisations de travaux au titres des ERP
- Récolement et suivi des formalités postérieures à la délivrance des autorisations d'urbanisme (DOC, DAACT)
- Conseil technique, administratif et juridique notamment en matière de contentieux

2.3. Répartition des taches entre service instructeur CCLG et mairie.

En fonction de la taille de la commune, la répartition des taches administratives et de secrétariat pourrait être différente.

Exemple possible de répartition :

Communes de – 3500 habitants	Communes + de 3500 hab
Consultation du logiciel en ligne	Consultation du logiciel en ligne
Saisie informatique du n° de dossier par la commune	Saisie informatique de l'ensemble du CEFA
Envoi des incomplets et/ou majoration de délais par la CCLG	Envoi des incomplets et/ou majoration de délais par la CCLG
Consultation des services par la CCLG	Consultation des services par la CCLG
Instruction complète et proposition d'arrêté par la CCLG	Instruction complète et proposition d'arrêté par la CCLG
Saisie des dates de transmission au pétitionnaire par la CCLG	Saisie des dates de transmission au pétitionnaire par la mairie
Préparation du dossier contrôle de légalité et fiscal par la CCLG	Préparation du dossier contrôle de légalité et fiscal par la commune
Enregistrement des DOC et DDACT par la CCLG	Enregistrement des DOC et DDACT par la commune
Récolement par la CCLG	Récolement par la CCLG ou commune

Récapitulatif des besoins

Instruction et suivi Consultation – saisie –instruction - DOC DAACT – non opposition – récolement – suivi des indicateurs et requêtes	3 utilisateurs
Instruction Droit des Sols Enregistrement - Consultation – saisie – instruction - DOC DAACT – non opposition – récolement	4 utilisateurs
Consultation et saisie Enregistrement – Consultation- suivi de l’arrêté – – DOC –DAACT – non opposition – récolement	40 communes utilisatrices à moyen terme

2.4. Volet informatique et SIG

Pour gérer cet espace, la CCLG s’est dotée d’un système d’information géographique sous ArcGIS 10 qui restera indépendante.

3. OBJET DU CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

3.1. Volet application du droit des sols

L’objectif est de disposer d’un logiciel de gestion des dossiers ADS permettant la réalisation assistée des tâches relatives à la procédure d’instruction des demandes d’autorisation d’urbanisme déposées sur l’ensemble du territoire de la CCLG.

- Ce projet comprend :
 - La fourniture des solutions logicielles
 - L’installation, le paramétrage sur un serveur dédié en local
 - La reprise et l’intégration de données
 - La formation des utilisateurs et de l’administrateur
 - Les prestations d’accompagnement nécessaires à la réussite du projet
 - Les prestations de maintenance, télémaintenance et d’assistance aux utilisateurs de l’EPCI
 - La préparation et l’intégration de l’ensemble des données cartographiques.
 - La mise en œuvre effective du lien logiciel ADS/SIG
 - La mise en place de la bibliothèque des courriers (création de l’ensemble des modèles par commune, mise en pages avec logo...)

- La saisie de l'ensemble des services à consulter et la répartition des droits par communes
- La création de l'ensemble des profils utilisateurs avec attribution de l'ensemble des droits
- L'intégration des données communales à la commune (ex : date des PLU, données fiscales, DPU...) soit dans le logiciel, soit dans chaque courrier

Le progiciel devra permettre d'appliquer aisément les dispositions de la réforme de l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols du 01/03/2012.

Le logiciel doit avoir comme vocation première de faciliter le travail des instructeurs et d'assurer une gestion fiable des délais.

Pour cela, une attention particulière sera portée sur :

- les possibilités d'automatisation des tâches (ex : calcul automatique des délais...)
- la limitation des double saisie (ex : génération automatique des courriers et des arrêtés...)
- la qualité des remontées SIG dans le logiciel (ex : possibilité de CUa automatique...)
- les paramétrages possibles des tableaux de suivi (délai en particulier)
- l'édition aisée et rapide de courriers et d'arrêtés fiables et comportant l'ensemble des informations souhaitées
- l'organisation des consultations par mail des services

Le logiciel devra également permettre une gestion fine des profils permettant de contrôler l'accès de chacun aux données partagées (instructeurs, chef de pôle ADS, petites et grandes communes)

Le prestataire devra également fournir une bibliothèque de courriers complète. Celle-ci devra contenir l'ensemble des modèles de courriers nécessaires à l'instruction comportant champs de fusion, logo des communes, coordonnées, textes libres. Ces courriers doivent être facilement modifiables et des variantes doivent pouvoir être créées à volonté.

3.2. Volet informatique et SIG

Les tâches assurées par les communes et le service instructeur devront utiliser et enrichir une base de données commune regroupant les différents dossiers de demandes, afin de permettre une interaction immédiate entre communes et service instructeur.

Il est également prévu de scanner l'ensemble des pièces du dossier (archivage et consultation). Il devra également être prévu un système de classement de ces pièces soit à l'intérieur du logiciel soit via une gestion électronique des documents soit un classement interne...

Par ailleurs, le logiciel de gestion du droit des sols devra être :

- Soit compatible avec le SIG
- Soit proposer une interface permettant la gestion de ces couches
- Soit intégrer une visionneuse

afin de permettre de créer les liens pratiques entre le logiciel, les documents édités et les données cadastrales, les cartes de zonage des P.L.U. ou Cartes Communales, les servitudes d'utilité publique et les autres couches SIG (droit de préemption, fiscalité...)

4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

4.1 Architecture de l'application – hébergement

L'application doit être soit :

Soit « full web », c'est-à-dire accessible à partir d'un browser internet (navigateur de type Internet Explorer, Mozilla, Google Chrome, ...)

soit TSE

Votre proposition devra donner la liste des navigateurs compatibles (et de ceux qui ne le sont pas), ainsi que les versions minimum pour chacun d'entre eux. Vous devrez également indiquer si vous assurez la compatibilité avec les futures versions de navigateurs, tout en conservant la compatibilité avec les versions actuelles.

L'hébergement de l'application devra être en local à la CCLG

4.2 Système d'exploitation, SGBD, accessibilité des données

Vous préciserez dans votre proposition le SGBD supporté par votre solution ; l'utilisation ou l'interconnexion avec une base PostgreSQL est la garantie d'une interopérabilité simplifiée avec le SIG fourni

La solution proposée doit être construite sur des bases de données relationnelles reconnues, avec des structures de bases et de données publiées, et dont l'interfaçage est possible grâce à des langages de requêtes universels comme SQL.

Aucune donnée permanente ne doit être stockée sur les postes clients.

La base de données doit être unique et partagée entre toutes les communes.

L'accessibilité des données est obligatoire et devra être détaillée dans votre proposition.

4.3 Sécurité et confidentialité

4.3.1 Conservation des informations

Des sauvegardes de l'ensemble de la base de données seront réalisées quotidiennement : pour cela, le système proposé par le soumissionnaire doit inclure des automates et utilitaires de sauvegarde et de restauration globale ou granulaire. Il est pratiquement impossible de définir avec certitude un créneau horaire au cours duquel la solution sera inutilisée. Il est donc souhaitable que les sauvegardes puissent être effectuées « à chaud ».

4.3.2 Confidentialité d'accès

Le logiciel devra impérativement être protégé par un système de mots de passe.

Un utilisateur doit pouvoir se connecter avec son profil et son mot de passe sur n'importe quel poste du réseau et bénéficier des seules autorisations qui lui sont accordées.

L'authentification des postes de travail doit être possible (de façon à ce qu'il soit impossible d'accéder à l'application à partir de postes de travail non authentifiés).

Votre proposition indiquera si les postes du réseau doivent être configurés pour l'application, et, si oui, vous vous engagerez à fournir une notice de configuration.

Chaque utilisateur devra disposer d'un outil personnalisé, à la fois en termes de fonctionnalités (ne voir, dans le menu, que les fonctionnalités auxquelles il a droit) et en termes de données (n'accéder qu'aux données auxquelles il a droit, ou dont il a besoin).

En particulier, chaque commune ne doit avoir accès qu'à ses propres dossiers, avec une authentification « commune », et pouvoir gérer ses « login/password » par utilisateur ou groupe d'utilisateurs (notion de lien hiérarchique).

Les instructeurs du Pôle Urbanisme et Habitat doivent pouvoir accéder à l'ensemble des fonctionnalités. Un instructeur doit pouvoir, à partir d'un même poste, accéder simultanément à des dossiers de communes différentes.

5. REPRISE DES DONNEES ET INITIALISATION DES DONNEES

Il est demandé l'intégration les données DDT (logiciel Win ADS et ADS2007)

Les données à récupérer sont au minimum les suivantes :

- Références du dossier : numéro et date de demande,
- Coordonnées des demandeurs : noms et adresses,
- Coordonnées des parcelles : références cadastrales et adresses, - Objet des travaux et Surface Hors Œuvre Nette créée,
- Nature et date de la décision,
- Dates d'ouverture de chantier et d'achèvement de travaux, ainsi que la nature et la date relatives au récolement ou à l'attestation de conformité.

6. ASSISTANCE AU PARAMETRAGE ET AU DEMARRAGE

Le candidat devra réaliser les différents paramétrages nécessaires à la mise en fonctionnement effectif du système retenu.

Le candidat devra assurer l'assistance aux utilisateurs pour le début du fonctionnement de chacune des fonctionnalités du système. Il assurera également une assistance à l'exploitation en cas de difficultés dans l'utilisation des procédures fournies.

La prestation doit également inclure le paramétrage de la bibliothèque et l'intégration des données communales à la commune (ex : date des PLU, données fiscales, DPU...) ainsi que des éléments nécessaires à l'instruction (saisie des services à consulter, paramétrage des consultations...) comme défini dans le paragraphe 3.

Votre proposition devra préciser les conditions de cette installation (nombre de jours, tarifs, etc.)

7. FORMATION

Une formation à l'utilisation du logiciel et à ses différents paramétrages (10/12 personnes) devra être organisée.

Cette formation devra également comporter une cession pour l'administration et le paramétrage du logiciel (sauvegardes et restauration, administration sécurité et bases de données, structure des bases, outils d'extraction, ...) (4 personnes)

Si nécessaire, et en fonction de la solution technique retenue, une information administrateur SIG pourra être proposée en option.

Il devra être prévu, en option, la formation de l'ensemble du personnel des communes (30 personnes)

Votre proposition devra préciser les conditions de cette formation (nombre de jours, tarifs, etc.). Les formations se feront sur site.

8. DOCUMENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DU LOGICIEL

Le service urbanisme de la CCLG souhaite que lui soit livrée une documentation complète, à jour, lisible et utilisable sur les domaines suivants :

- Manuel d'utilisateur pour les communes membres
- Manuel utilisateur du ou des logiciels composant la solution,
- Manuel de paramétrage (en particulier pour les modèles de documents et la gestion et le paramétrage de la matrice cadastrale),
- Documentation technique d'exploitation et d'installation,
- Description conceptuelle et physique des bases de données,
- Documentation des outils d'extraction, de développement ou autres.

Cette documentation doit être disponible sur support magnétique et/ou en ligne. Certaines parties seront accessibles depuis le logiciel lui-même.

9. ERGONOMIE

Le logiciel de suivi d'instruction devra offrir une présentation claire et détaillée, de préférence chronologique, afin que la constitution du dossier reste simple et que le minimum d'erreurs soit possible notamment dans la phase de saisie des informations.

Ce logiciel devra garantir la légalité de l'ensemble des autorisations d'urbanisme, grâce à un système de contrôle. Il doit aussi faciliter la gestion et l'instruction des dossiers grâce à la visualisation cartographique de la situation de la parcelle, à l'accès relatifs à la parcelle, grâce aussi au lien avec le P.L.U et les servitudes numérisés (cartographie, zonage, règlement, servitudes) et aux remontés d'information depuis l'interface SIG.

Le logiciel doit permettre de naviguer du dossier à la cartographie (et inversement), et de visualiser le règlement de la zone de P.L.U concerné par le projet.

Il doit permettre aussi la gestion des taxes et des participations liées aux dossiers.

Enfin, le logiciel doit aussi disposer de fonctionnalités avancées pour les gestionnaires permettant les statistiques multicritères, les représentations cartographiques, les tableaux de bord de suivi, l'analyse des résultats.

Il doit également permettre l'évolution des documents types et courriers aux différentes étapes d'instruction

Il ne doit pas être nécessaire de fermer une fenêtre pour accéder à une autre. Par exemple, on doit pouvoir visualiser le plan de masse d'une parcelle sans quitter le dossier de demande en cours d'instruction. Autre exemple : on doit pouvoir ouvrir deux dossiers (éventuellement de deux communes différentes) dans deux fenêtres différentes.

Les menus ne doivent comporter que les choix autorisés en fonction de l'utilisateur connecté. L'ordre de saisie des informations doit être conforme à la présentation de l'imprimé Cerfa.

Une aide en ligne serait la bienvenue. La possibilité de personnaliser et d'enrichir cette aide, tant par l'administrateur de la solution que par les utilisateurs (à des niveaux différents) serait un plus apprécié.

10. SYSTEME D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES

Le logiciel devra permettre d'afficher et d'utiliser les données de références que sont

- les plans et les fichiers cadastraux,
- les plans de zonage et de servitudes d'utilité publique issus des documents d'urbanisme des différentes communes,
- les couches d'informations aux pétitionnaires (droit de préemption, taux des taxes en particulier)

La solution doit être compatible et interopérable avec le SIG.

Il s'agit donc d'une interface bi-directionnelle (entrante et sortante) en temps réel : affichage des données géographiques depuis le logiciel d'urbanisme (avec débranchement possible), affichage des dossiers d'urbanisme depuis le logiciel SIG (avec débranchement possible), récupérations de données de la base SIG pour insertion dans les dossiers d'urbanisme.

L'application devra être compatible avec la norme des fichiers Majic 3 et EDIGEO.

La mise à jour des fichiers fonciers informatisés est annuelle, est sous convention avec la DGFIP. Elle pourra être réalisée en interne par l'administrateur SIG.

Les fichiers fonciers actuels Majic 3 connaissent des évolutions de structuration. Le prestataire devra assurer la mise à jour de l'application pour l'utilisation complète des fichiers.

Le prestataire devra détailler la procédure de mise à jour et chiffrer le coût de l'outil permettant de charger la matrice DGI intercommunale et les fichiers EDIGEO.

Il existe ponctuellement dans les fichiers fonciers des problèmes de liaisons entre le plan et les données littérales. Comment la solution gère-t-elle la discordance des parcelles graphiques

n'ayant aucune donnée associée ? Comment référencer les fichiers fonciers n'étant pas rattachés à une parcelle graphique ?

11. CALCUL DE TAXES, IMPORT EXPORT DE DONNEES, STATISTIQUES

Le logiciel devra également permettre les opérations suivantes :

- Importation des données (WINADS, DGI, Autocad, Arcview, Shape)
- Exportation des données (SITADEL, EDIGEO, DGI, Excel, Word, extraction paramétrable, exportation pour le traitement et le calcul des taxes d'urbanisme notamment la taxe d'aménagement par la DDT)
- Etablissement de statistiques, requêtes pour les besoins du service (requêteur)

12. CONTRAT DE MAINTENANCE

La maintenance doit couvrir : les mises à jour (corrections d'erreurs ou améliorations de programme), la fourniture automatique liée aux évolutions fonctionnelles et les adaptations du produit dues aux évolutions réglementaires.

L'assistance technique à l'exploitation et la prise en compte des demandes de l'utilisateur devra être assurée pendant les heures de bureau, sur appel téléphonique de l'utilisateur.

Dans cette proposition, vous vous engagerez à :

- Fournir le nom d'un interlocuteur unique,
- Une disponibilité téléphonique de votre part pour répondre aux questions qui pourraient bloquer les utilisateurs.
- La fourniture des nouvelles versions des logiciels ou progiciels inclus dans la solution proposée et des documentations associées,
- Corriger toutes les anomalies rencontrées sur les logiciels, les documentations, leur paramétrage, ainsi que chacun des livrables.